

Europe, réveille-toi !

Mais où va l'Europe ? Notre continent est pris dans la tourmente. La crédibilité de l'Union européenne est en chute libre tant auprès des citoyens européens que partout dans le monde. Ne nous y trompons pas : la gestion calamiteuse de la crise grecque est un manquement grave. L'Europe doit se ressaisir si elle ne veut pas sortir des radars de l'histoire, voire se disloquer.

La réaction face à la crise grecque a été trop tardive, mal ficelée et incomplète. Depuis janvier, la zone euro est en attente d'une solution à la crise grecque. Pendant tout ce temps, nous avons beaucoup entendu «mon pays d'abord», «*les mauvais élèves de la zone euro, dehors !*» et d'autres refrains punitifs du même style. Au courage politique exemplaire de Georges Papandreu pour rétablir les finances de son pays, la droite européenne, pour des raisons de politique intérieure, n'a fait que prôner encore et toujours plus d'austérité, sans jamais démontrer une quelconque solidarité. Les atermoiements électoralistes des uns n'ont eu d'égal que le silence assourdissant d'autres pourtant d'habitude prompts à se mettre bruyamment en avant. C'est comme si, tout d'un coup, les principes de solidarité et de coopération - fondateurs de l'Union européenne - avaient disparu.

Mais les mois perdus coûtent très cher, à la Grèce tout particulièrement, et aussi à l'Europe tout entière qui est aujourd'hui menacée par l'incendie faute de l'avoir circonscrit à temps. La paralysie de la décision européenne a encouragé la spéculation. Trop tardif, ce plan est aussi mal ficelé. Le dispositif de bric et de broc qui a été retenu, nécessitant une intervention individuelle de chaque Etat européen et du FMI, ne protège pas de la contagion, car il est difficilement reproductible à d'autres Etats. L'Espagne, attaquée au lendemain de l'annonce du plan sur le seul fondement de rumeurs, en a fait ces derniers jours la douloureuse expérience.

La zone euro a besoin d'un dispositif de sauvetage des Etats en difficulté qui puisse être activé rapidement et désarme par anticipation la spéculation. L'Europe en tant que telle aurait très bien pu intervenir sur la base des articles 122 et 143 du traité, comme l'a proposé le Parti socialiste européen, au travers d'un mécanisme européen de stabilité financière, préfigurant un Fonds monétaire européen. C'était une question de volonté politique face aux diktats des marchés financiers ; elle n'a pas été au rendez-vous.

Le plan de sauvetage est incomplet, car s'il règle temporairement la crise de liquidité à laquelle la Grèce est confrontée, il ne résout pas le problème de solvabilité. Sans rebond de son économie, dont on ne voit pas aujourd'hui les ressorts compte tenu des effets mêmes du plan imposé, la Grèce aura beaucoup de difficultés à

rebondir et risque de se retrouver dans la même situation dans dix-huit mois. C'est pourquoi nous demandons que ce plan soit accompagné par un plan de relance de l'économie grecque mobilisant la Banque européenne d'investissement (BEI) et les fonds structurels, mais aussi par une grande vigilance dans la définition et la mise en œuvre des mesures de redressement des comptes.

Plus largement, la crise grecque a révélé les déséquilibres structurels d'une union monétaire sans gouvernement économique. Les socialistes et sociaux-démocrates européens réclament la mise en place sur le long terme d'une véritable gouvernance économique européenne, fondée sur la responsabilité, la solidarité et la coordination. Pour cela, nous insistons sur une coordination efficace des politiques macroéconomiques, pas seulement pour consolider les budgets mais aussi pour relancer l'économie, avec des délais raisonnables pour réduire les déficits tout en investissant dans la croissance et l'emploi.

L'Europe paie aussi une inaction face à la crise financière. Dix-huit mois après, rien n'a été fait. De vitupérations en G20, il y a eu beaucoup d'agitation mais jamais de décision. Tout recommence comme avant : les bonus, les stock-options, les attaques spéculatives, les paradis fiscaux et un robinet du crédit toujours fermé pour les PME et les particuliers... Il faut réguler les fonds spéculatifs, créer une taxe sur les transactions financières, limiter les bonus et la rémunération des dirigeants, supprimer les paradis fiscaux, protéger les consommateurs contre les produits financiers toxiques et démocratiser le contrôle des marchés financiers.

Voilà ce que nous devons faire pour que jamais plus les citoyens européens n'aient à payer le prix d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Loin d'aller dans ce sens, les droites au pouvoir en Europe ne régulent pas la finance, ne développent pas la gouvernance économique et réduisent les moyens d'action publique en prônant le désengagement des Etats, laissant les citoyens sans recours, menaçant un peu plus leurs emplois. La solution à la crise actuelle n'est pas de chercher des boucs émissaires, mais de retrouver le volontarisme qui a fait l'Europe et de remettre en avant le principe inaltérable la solidarité, sans lequel chacun de nos pays s'enfoncera encore un peu plus dans la crise, sans pays voisins pour venir à son secours. Europe, réveille-toi !

Par Martine Aubry, Elio Di Rupo Président du Parti socialiste belge francophone et Poul Nyrup Rasmussen
Tribune parue dans *Libération* daté du 7 mai 2010

Europe

L'Union doit tirer la leçon de la crise grecque, par Martin Schulz

Les pays de la zone euro ressemblent à une escouade de pompiers sans capitaine. La crise grecque et sa gestion calamiteuse ont mis en exergue les faiblesses et défaillances de la zone euro. Depuis plusieurs mois, les gesticulations des dirigeants européens pour éteindre le feu parti de Grèce ont surtout eu pour effet d'attiser la spéculation. Au point que, la semaine dernière, toute la zone euro était sur le point de s'embraser.

Cette situation est incompréhensible pour nos citoyens. Il y a un an, le monde entier a salué le rôle crucial joué par la Banque centrale européenne (BCE) face à la crise de liquidités du système financier mondial. L'Europe est allée à la rescousse de la Hongrie et de la Lettonie - deux Etats qui n'ont pas encore adopté l'euro - lorsqu'ils étaient menacés de faillite.

Mais lorsque l'un des membres de l'équipe - la Grèce - a été blessé, l'Union européenne a eu toutes les peines du monde à l'aider à se relever : retard à l'allumage, manque de volontarisme politique, voire de lucidité, tergiversations politiciennes de la part de la chancelière allemande, défaut de leadership, les raisons ne manquent pas. Dans ces conditions, la bataille contre la spéculation semblait perdue d'avance.

Le résultat est déplorable. Depuis janvier, trois sommets des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont été nécessaires pour sauver la Grèce. Du jamais vu. Les capitales européennes ont mis beaucoup moins de temps à voler au secours des banques lors de la crise financière de 2008. Par son intransigeance, Mme Merkel a mis en danger toute la zone euro et acculé le gouvernement grec à solliciter l'aide européenne et internationale. Au final, la facture sera plus élevée pour tout le monde.

Bien sûr, la Grèce est la première responsable de ses difficultés. Nous devons reconnaître aujourd'hui les efforts et le courage du gouvernement Papandréou pour réformer drastiquement le pays et remettre son économie sur les rails. Cela étant, cette crise, la plus grave depuis l'adoption de l'euro, doit nous amener à réfléchir sur l'avenir. L'Europe doit en tirer toutes les conséquences pour éviter une répétition du cas grec.

Imposer la discipline budgétaire

Mon groupe est prêt à apporter sa contribution. Je vois plusieurs pistes de réflexion. Tout d'abord, il est clair que la coordination économique au sein de la zone euro ne fonctionne pas. Nous devons repenser notre stratégie économique. Il faut en priorité renforcer la structure de la zone euro en mettant en place un véritable gouvernement économique : ce ne doit plus être une chimère mais devenir une réalité. Pour reprendre une image chère à l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, il faut que l'Union économique et monétaire marche sur ses deux jambes. Dans cette perspective, la Commission européenne doit être dotée des moyens de surveillance et de contrôle nécessaires pour imposer la discipline budgétaire.

Mais si la réduction des déficits publics des Etats membres à moyen terme doit rester un objectif, elle ne doit pas devenir une obsession. Et, surtout, elle ne sera pas acceptée par nos peuples si elle aboutit au démantèlement de nos systèmes de

protection sociale. Elle doit simultanément être accompagnée d'une politique ambitieuse d'investissements pour soutenir la croissance et l'emploi.

Dans un monde globalisé où la compétition économique est sans merci, l'Europe est au pied du mur. Elle doit afficher son ambition. Le financement de projets pilotes d'intérêt commun, sur le modèle d'Airbus, Galileo et un programme coordonné d'investissement dans l'économie verte où les gisements d'emplois sont énormes, doivent devenir des priorités. Il faut en outre sortir des discours du dimanche la question du soutien à une politique coordonnée dans la recherche et le développement. Aux yeux des sociaux-démocrates, c'est tout le sens de la stratégie 2020 qui doit faire partie intégrante des politiques économiques des Etats membres. L'Europe agissant comme un complément nutritif dans une économie européenne anémique.

Il faut aussi créer un mécanisme de solidarité européenne qui pourrait être activé en cas de défaillance d'un des Etats de la zone euro ; sa mise en oeuvre serait exceptionnelle et assortie de conditions strictes pour l'Etat membre qui en bénéficierait. Cet instrument serait une sorte d'arme de dissuasion. Il faut enfin envisager de renforcer l'arsenal de la BCE. Celle-ci n'a pas aujourd'hui les moyens d'acheter les créances de la dette grecque. C'est un handicap. Si elle en avait eu l'autorisation, elle aurait pu intervenir pour soulager la Grèce. C'est une réflexion à laquelle les Vingt-Sept ne peuvent se soustraire.

Enfin, se pose à nouveau tout le problème de la moralisation du système financier, de la responsabilité des banques dans la spéculation en passant par celle des agences de notation. Les banques doivent participer au rétablissement de nos économies par l'instauration d'une taxe sur les transactions financières et d'une taxe additionnelle sur leurs profits.

Tribune de Martin Schulz, président du groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen parue dans *Le Monde* du 3 mai 2010.

Elections en Europe

Les élections régionales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie

Plus que tout autre Land en Allemagne, la Rhénanie-du-Nord Westphalie retient l'attention lors des scrutins électoraux. D'une part, c'est la région la plus peuplée d'Allemagne avec 18 millions d'habitants, soit 22% de la population allemande, la plus riche, avec 21% du PIB allemand, loin devant la Bavière avec 17%. C'est aussi politiquement une région intéressante d'un point de vue de l'histoire électorale. Présentée souvent à tort comme un bastion social-démocrate, elle a en fait été alternativement gouvernée dans l'après-guerre par des ministres-présidents conservateurs et des ministres-présidents sociaux-démocrates, l'effet de bascule apparaissant dans les années 1970 lorsque l'électeur ouvrier catholique s'est éloigné de la CDU, la grande figure des années 1980 et 1990 devenant alors le social-démocrate Johannes Rau, futur président fédéral.

Analyse des résultats

Si l'on retient à juste titre la défaite de la CDU qui perd 10 points par rapport à 2005 pour tomber à 34,5% des suffrages, le score

équivalent du SPD lui aussi à 34,5% est difficilement présentable comme une grande victoire : par rapport à 2005, les sociaux-démocrates perdent en effet 3 points. Les grands vainqueurs sont les verts qui doublent leur résultat et ont obtenu 12,1% des voix laissant entrevoir une possible coalition rouge-verte que en faveur de laquelle Sigmar Gabriel a immédiatement plaidé. Il est vrai que le mauvais résultat des libéraux tombés à 6,8% n'en fait ni pour la CDU ni pour le SPD des partenaires séduisants et laisse clairement apparaître que l'ancien gouvernement régional CDU-FDP a bien été désavoué. Ceci étant, rien n'est à exclure, certains au SPD réclamant la constitution d'une grande coalition au niveau régional mieux à même, selon eux, de résoudre les problèmes économiques que rencontre le Land avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et des problèmes de restructurations industrielles. On relèvera que la gauche radicale de Die Linke, avec 5,6%, poursuit son implantation dans les parlements régionaux de l'Ouest, alors même qu'elle a fait mauvaise figure pendant la campagne, plus que jamais divisée entre pragmatiques et idéologues marxisants. Les enquêtes d'opinion conduites à la sortie des urnes indiquent que seulement 15% des électeurs ont voulu sanctionner le gouvernement fédéral et que 55% ont privilégié l'analyse de la politique régionale dans leur choix. Les mauvais résultats économiques régionaux mais aussi les scandales à répétition concernant le financement des campagnes de la CDU dans ce Land ont beaucoup pesé.

Quel sens pour le SPD ?

Sans être un triomphe, ce résultat est plutôt une bonne nouvelle pour le SPD qui redevient une alternative politique possible. Il faut se rappeler qu'il était tombé à 23% des voix aux élections fédérales du 27 septembre 2009 (33,8% pour la CDU). Incontestablement, le SPD connaît un nouveau souffle depuis l'arrivée de Sigmar Gabriel à sa présidence, alors même que le président du groupe parlementaire Steinmeier peine toujours à se démarquer de son image de « technocrate » et d'ancien conseiller du chancelier Schröder. Au-delà des ses réels talents oratoires, Gabriel a remis le SPD au travail en n'hésitant pas à faire une analyse critique de l'époque Schröder. Le meilleur exemple étant le document publié le 15 mars 2010 par la direction du SPD et intitulé « Plus de justice sur le marché du travail » qui tout en assumant la partie positive des réformes Schröder comme la baisse du chômage (notamment de longue durée), la refonte des agences pour l'emploi n'en déplore pas moins la déréglementation excessive du marché du travail, les effets négatifs en terme de niveau de revenu pour les plus défavorisés et le développement de la précarisation et de la pauvreté. Dans ce document, le SPD se prononce en faveur de l'instauration d'un salaire minimum généralisé, d'un encadrement plus strict du travail temporaire et d'un meilleur accompagnement des restructurations industrielles par les pouvoirs publics. Dans l'opinion publique, cette démarche est perçue comme un retour aux valeurs de solidarité fondatrices de l'identité sociale-démocrate.

Quelles conséquences pour Angela Merkel ?

Même si elle avait veillé à ne pas s'y engager personnellement, la chancelière ressort affaiblie de ce scrutin électoral. Si le ministre-président sortant Rüttgers est pour l'instant encore resté prudent, certains de ses ministres n'ont pas hésité à dire que « le chaos de Berlin » avait fortement contribué à la défaite, tant la chancelière donnait l'impression de ne plus diriger son gouvernement, de ne pas réussir à faire rentrer les libéraux dans le rang, bref de ne plus vraiment agir si ce n'est à retardement et au fil de l'eau sans axe politique précis. La première conséquence de ce résultat électoral est pour la chancelière et le gouvernement la perte de la majorité

au Bundesrat au sein duquel la Rhénanie-du Nord-Westphalie dispose de 6 sièges. A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral dispose de 37 voix sur 69, la majorité absolue étant à 35. Même après la réforme constitutionnelle de 2006, plus d'un tiers des textes de lois requiert l'approbation du Bundesrat et ce dans des domaines aussi essentiels que la fiscalité, la politique de santé, la politique éducative. Si un risque d'immobilisme peut planer sur la vie politique allemande, il n'est pas certain que cette situation déstabilise la chancelière plutôt adepte de la culture du compromis, se rappelant même les bons moments passés à la tête du gouvernement de grande coalition jusqu'en 2009.

Jacques-Pierre Gougeon

Royaume Uni : le début d'une période d'instabilité

Pour la troisième fois de leur histoire – et seulement la troisième fois – les Britanniques n'ont pas donné la majorité absolue à un des deux grands partis de gouvernement. Ce résultat reflète à la fois la lassitude à l'égard d'un Labour usé et sans imagination, et le manque de crédibilité des conservateurs.

Les résultats

Conservateurs : 306 sièges (+97) : 36% des suffrages (+ 4 points)
Labour : 258 sièges (-91) : 29% des suffrages (- 6 points)
Lib Dem : 57 sièges (-5) : 22% des suffrages

Le Labour a perdu des sièges dans certains de ses bastions traditionnels (Bristol, Brighton, Cardiff, Blackpool...) et a quasi disparu du sud du pays (-sauf quelques sièges londoniens-) où les conservateurs retrouvent une hégémonie proche de celle de l'ère Thatcher. Ces derniers, en revanche, sont toujours aussi absents de l'extrême nord de l'Angleterre, de l'Ecosse (aucun siège) et du Pays de Galles. La coupure politique Nord-Sud du pays, bien connue, se renforce.

Si le Labour n'a pas connu la déroute annoncée, il y a quelques mois, et s'en sort mieux que les conservateurs en 1997, les résultats n'en sont pas moins mauvais. Le système électoral leur est, en effet, très favorable et masque en partie une perte significative en voix.

Arithmétiquement, deux alliances sont possibles pour atteindre la majorité absolue de 326 sièges:

conservateurs + Lib Dem = 363 sièges
Labour + Lib Dem + SLDP (sociaux démocrates irlandais) + Scottish National Party + nationalistes gallois : 327

Analyse des résultats

Du côté du Labour, l'usure du pouvoir et la personnalité de Gordon Brown ont pesé dans un sens négatif. Les travaillistes n'avaient rien d'enthousiasmant à promettre dans un contexte économique très difficile, et l'absence de charisme de Gordon Brown ne lui a pas permis d'apparaître comme l'homme qui dirige le pays dans la tempête. L'accent mis, dans la campagne, sur « l'expérience » des travaillistes a surtout fait ressortir leur ancienneté aux affaires.

Du côté des conservateurs, c'est le manque de crédibilité de

l'équipe qui explique le résultat décevant : le « shadow chancelier de l'Echiquier » est notamment apparu comme bien fragile pour la période. En outre, leur campagne a été peu lisible : mélange d'austérité annoncée et de « responsabilisation » des individus (l'entraide plutôt que les services publics).

L'échec des Lib Dem, en dépit de la performance individuelle de Nick Clegg, a plusieurs raisons possibles : le refus de l'aventure dans une situation jugée difficile (la forte participation a désavantagé les Lib Dem, élus par une frange politisée) ; la faible acceptation par l'électorat britannique des thèmes chers à la gauche européenne (croissance verte, europhilie, attitude ouverte face à l'immigration...). Le « bobo » britannique reste cantonné aux universités et aux lecteurs du *Guardian* (qui avait appelé à voter Lib Dem).

Monique Saliou

L'Europe et la nouvelle politique de la peur

Ce n'est plus un rideau de fer, mais une intolérance radicale, celle d'une certaine classe politique qui de nouveau choisit d'attribuer aux minorités la responsabilité des malheurs qui accablent leurs pays», écrit Denis MacShane, ancien ministre britannique.

Il existe en Europe une nouvelle ligne de fracture. Ce n'est plus un rideau de fer, mais une intolérance radicale, celle d'une certaine classe politique qui de nouveau choisit d'attribuer aux minorités la responsabilité des malheurs qui accablent leurs pays. En Europe de l'Ouest, ce sont les Musulmans. En Europe de l'Est, ce sont les Juifs, les Roms, ou les homosexuels. Aux Pays-Bas, le parti de Geert Wilders a grimpé dans l'opinion jusqu'à remporter en mars les élections sur un programme populiste anti-Musulman et anti-Coran. En Hongrie, le parti Fidesz a fait un joli score lors des dernières élections avec ses attaques sur le «grand capital juif... qui vise à dévorer le monde entier». À la droite du Fidesz, on trouve un parti ouvertement antisémite, le Jobbik, qui est à deux sièges des Socialistes. Ses leaders ont fait part de leur intention d'entrer au parlement à Budapest vêtus de l'uniforme néonazi de la Garde Hongroise d'avant-guerre.

Les spécialistes en science politique contemporains n'aiment pas souligner la composante antisémite. Ils préfèrent utiliser les termes «populiste radical», mais pour quiconque connaît un tant soi peu l'histoire européenne, comment ignorer le parallèle avec une pensée politique fondée sur la violence antisémite ? Au cours de la première partie du siècle dernier, la dislocation de l'économie et la perte de confiance envers la classe politique traditionnelle ont permis l'émergence de mouvements ultranationalistes. Aujourd'hui, la récession mondiale et la quête d'un bouc émissaire à blâmer pour la perte de son emploi et de son revenu entraînent la résurgence de ces idées politiques toxiques.

Le leader du Fidesz, Viktor Orban, était après 1990 un évangéliste de la libre concurrence et du marché plein de jeunesse. Aujourd'hui, son propos s'est teinté de nationalisme. Ses opposants socialistes ont dû accepter un plan d'austérité du FMI. À la différence de la Grèce — qui pour l'instant reçoit l'aide de ses partenaires de l'eurozone — la Hongrie a dû se débrouiller seule quand il a fallu rembourser avec une monnaie toujours plus dévaluée, le forint, des emprunts contractés en euro à l'époque du boom économique pour acquérir maisons et voitures. Il n'a pas été trop compliqué de faire porter le chapeau au gouvernement

socialiste, à la globalisation et au grand capital international. Mais Fidesz a choisi d'aller plus loin. Pour flatter l'électorat d'extrême droite, un parlementaire Fidesz, Oszkar Molnar a déclaré qu'il était temps de donner la «priorité aux intérêts hongrois sur ceux du grand capital international, le capital juif».

À l'instar du Front National de Jean-Marie Le Pen en France, Jobbik bénéficie du soutien d'environ 15 % de l'électorat hongrois. Le parti d'extrême droite tchèque ODS a dû démettre son leader, l'ancien premier ministre Mirek Topolánek, qui s'en était pris aux origines juives de l'actuel premier ministre tchèque et fustigé l'homosexualité du ministre des transports. Dans un ouvrage récent, *La droite radicale populiste en Pologne*, Rafal Pankowski, professeur de science politique à Varsovie formé à Oxford, écrit : «l'antisémitisme est essentiel à la droite populiste polonaise. Le nombre de juifs vivant aujourd'hui en Pologne est minime, mais le préjugé antisémite sert de code à une hostilité générale envers la diversité et la démocratie [libérale] polonaise». Pour l'heure, toute critique du nationalisme politique est suspendue, les Polonais portant le deuil de leur président Lech Kaczyński et des autres responsables nationaux tués lors du crash aérien survenu au début du mois.

Le bilan des activistes de son parti — et notamment de Michal Kaminski, parlementaire le plus connu de Pologne et leader d'un petit groupe d'extrême droite au parlement de Strasbourg — est néanmoins dérangeant. Kaminski, admirateur de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, parle des homosexuels en termes orduriers et déclare qu'il ne s'excusera pour le massacre des Juifs en terre polonaise pendant la deuxième guerre mondiale que le jour où «les Juifs s'excuseront pour les meurtres de Polonais».

Les grands partis politiques ont tenté de minimiser la résurgence des violences à l'encontre des minorités. Mais au parlement européen, le Fidesz est affilié au Parti Populaire Européen, le groupe de centre-droit, qui fédère la CDU, parti d'Angela Merkel au pouvoir en Allemagne, l'UMP de Nicolas Sarkozy, dont le gouvernement est aux affaires en France, et les partis conservateurs au pouvoir en Suède, en Italie et en Belgique. Lorsque l'extrémiste autrichien Jörg Haider avait rejoint une coalition de gouvernement en Autriche, voici une dizaine d'années, l'Union Européenne avait soumis Vienne à une quarantaine politique jusqu'à son départ. Or, le Fidesz dispose d'une importante majorité bâtie sur des attaques sur le «grand capital juif», prodiguées en des termes qu'Haider lui-même n'a jamais osé utiliser.

On le voit, le populisme radical — anti-musulman en Europe Occidentale, antisémite en Europe orientale, et partout xénophobe et anti-immigrationniste — n'est plus confiné aux extrêmes. Lors des élections générales britanniques, les grands partis font tous des concessions à la xénophobie ambiante en employant vis-à-vis des immigrants un langage qu'ils estimeraient intolérable s'il était utilisé envers des citoyens britanniques vivant et travaillant à l'étranger. Les comparaisons avec l'Europe d'avant-guerre ne doivent pas pour autant être exagérées. Le fascisme est mort, et ne reviendra pas. Mais une pensée politique fondée sur l'intolérance est à l'œuvre en Europe, et personne ne sait comment l'affronter.

Tribune publiée par Denis MacShane, ancien ministre des affaires européennes du gouvernement britannique dans l'hebdomadaire *Newsweek* du 26 avril 2010

Communiqués de presse

Le Parti socialiste soutient le rassemblement en solidarité avec les femmes d'Hassi Messaoud (Algérie)

10 mai 2010

À l'appel d'organisations féministes et de défense des droits de l'Homme, un rassemblement a lieu le lundi 10 mai à 18h30 devant l'Ambassade d'Algérie place Narvik à Paris pour demander que l'État algérien assure la sécurité des femmes travaillant à Hassi Messaoud.

Le Parti socialiste, aux côtés des associations mobilisées, condamne les violences à l'encontre de femmes travaillant à Hassi Messaoud et apporte son soutien à ce rassemblement. Il est représenté notamment par Fatima Lalem, Adjointe au Maire de Paris, chargée de l'égalité femme – homme.

Pouria Amirshahi, Secrétaire national Droits de l'Homme, Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et aux Relations internationales et Gaëlle Lenfant, Secrétaire nationale adjointe Droits des femmes

Communiqués de Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et aux Relations Internationales

Elections en Rhénanie du Nord - Westphalie

10 mai 2010

Les élections dans le Land de Rhénanie sont une défaite pour la coalition CDU-FDP d'Angela Merkel. Elle a perdu le premier test de confiance dans le Land le plus peuplé d'Allemagne depuis sa victoire aux élections fédérales. Les conservateurs perdent la majorité au Bundesrat.

Angela Merkel a voulu instrumentaliser la crise grecque pour des raisons de politique intérieure, espérant gagner une élection locale en tournant le dos à la solidarité européenne.

Elle en est pour ses frais. Mais l'Europe est à nouveau abîmée

Les élections législatives au Royaume-Uni

7 mai 2010

Le Parti socialiste (PS) a suivi attentivement les élections législatives au Royaume-Uni du 6 mai 2010.

Les résultats font apparaître une majorité relative favorable en sièges au Parti conservateur.

Le Parti travailliste, après 13 ans sans interruption aux responsabilités, réalise un score qui - sans lui permettre de demeurer la première force politique du Royaume Uni - est néanmoins très éloigné de la déroute annoncée depuis de longs mois par sondages et médias mal intentionnés.

Le PS salue la pugnacité dans l'adversité du Parti travailliste et de sa direction qui a rendu possible cette forte remontée.

Pour autant, l'Angleterre est rentrée dans une phase d'incertitude et de fragilité dont la spéculation contre la livre sterling n'est pas l'aspect le moins inquiétant pour l'Europe qui traverse déjà de nombreuses crises.

Grèce : Il y a urgence !

6 mai 2010

Le Parti socialiste appelle au calme suite au décès des trois citoyens grecs tués hier dans un incendie provoqué par des cocktails Molotov lancés contre une banque lors de la manifestation contre le plan de rigueur.

On ne dira jamais assez combien le plan de sauvetage de la Grèce fut tardif, ponctuel et coûte au peuple grec.

Manifester contre un plan de rigueur peut avoir sa légitimité, le recours à la violence ne l'a pas. Le Parti socialiste forme le vœu que la violence cesse en Grèce. Il exprime son soutien à G. Papandreou qui a hérité d'une solution très difficile qu'il gère avec courage.

Entre l'engrenage de la situation en Grèce, l'impuissance à régler l'attaque de la spéculation contre l'euro et la montée de l'égoïsme, du nationalisme, l'Europe vit une crise majeure. Il est maintenant urgent que la communauté européenne sorte de sa torpeur. Et saisisse la question avec clairvoyance et volontarisme en avançant vers un gouvernement économique européen, en créant un mécanisme de prévention et de résolution des crises de déficit.

Une délégation de l'opposition birmane reçue au siège du PS

29 avril 2010

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national à l'Europe et aux Relations internationales, a reçu, le jeudi 29 avril, une délégation de l'opposition birmane conduite par M. Soe Aung, secrétaire adjoint des Affaires étrangères du Forum démocratique pour la Birmanie (FDP).

La situation en Birmanie et la nouvelle loi électorale adoptée par la junte militaire ont été au centre de l'entretien. Cette loi, interdisant aux prisonniers d'adhérer à un parti politique et d'être candidats aux élections, est destinée à empêcher les dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie, notamment Madame Aung San Suu Kyi, de participer au scrutin.

Le Parti socialiste, fidèle à son engagement aux côtés des forces démocratiques birmanes, soutient leur demande d'abrogation de cette loi et l'organisation de véritables élections libres et transparentes qui peuvent contribuer à la restauration de la démocratie et de la réconciliation nationale.